

RÉGION CENTRE VAL DE LOIRE
Département Eure et Loir

DAMMARIE

Eglise Notre Dame

Etudes préalables et de diagnostic
pour la restauration de l'église et des
retables

Marché Public de Prestations Intellectuelles

MAITRISE D'ŒUVRE

Marché à procédure adaptée

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure de la remise des offres :

Lundi 20/03/2023 à 12H00

Visite obligatoire du site :

Sur rendez-vous auprès de la mairie

I. MAITRE DE L'OUVRAGE

I.1 Nom et adresse officiels du maître d'ouvrage

Maitrise d'ouvrage :

Commune de DAMMARIE
2 place de l'Eglise
28360 DAMMARIE
Tel : 02.37.26.01.11
Courriel : mairie@dammarie28.fr

La commune a fait appel à Vade'mecum en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage.

I.2 Informations complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus via le profil d'acheteur à l'adresse www.marches-securises.fr . Une réponse sera apportée à toutes les questions posées via le site, et transmise à l'ensemble des candidats.

II. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation relève d'une procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

Elle est organisée en vue de l'attribution d'un marché d'études préalables et de diagnostic pour la restauration de l'église et des retables de l'église Notre Dame de DAMMARIE (Eure-et-Loir). L'église ne fait pas l'objet d'une protection au titre des Monuments Historiques, mais le retable principal est en cours de protection. Un avant-programme de travaux est joint en annexe au CCTP.

A titre prévisionnel, la mission du maître d'œuvre est prévue d'être notifiée en mai 2023.

III. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

III.1 Contenu du dossier de consultation

- Le présent règlement de la consultation
- L'acte d'engagement (AE) ci-joint
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le programme d'opération ainsi que ses annexes

III.2 Fractionnement du marché

Le marché comporte une tranche unique.

III.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres. Passé ce délai, le soumissionnaire est tacitement délié de ses engagements.

III.4 Modifications au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise de l'offre, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

IV. CONDITIONS DE PARTICIPATION

IV.1 Forme juridique des groupements

Co-traitance :

Le marché sera conclu avec des candidats se présentant seuls ou groupés. Le mandataire du groupement sera architecte.

En cas de groupement, un même candidat ne peut alors être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, il est interdit aux candidats de présenter pour chaque marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou de plusieurs groupements.

Sous-traitance :

Dans le cas où le mandataire a nécessité de recourir à des sous-traitants pour mener des études particulières nécessaires à la réalisation de ses missions, les sous-traitants seront désignés au moment de la conclusion du marché.

Le mandataire de l'équipe conserve la responsabilité du choix de ses co-traitants et/ou des sous-traitants, les compétences professionnelles peuvent être regroupées, à condition d'en préciser les moyens en matériels, en personnels et les références afférentes à chaque discipline.

IV.2 Compétences

La présente consultation est ouverte aux équipes dont la composition devra inclure au moins les compétences professionnelles relatives aux disciplines ci-dessous :

- l'équipe de maîtrise d'œuvre sera menée par un architecte spécialisé en restauration du patrimoine. Une compétence spécifique d'économie de la construction spécialisée patrimoine est également demandée ;
- l'étude préalable à réaliser sur les retables sera menée par équipe composée de restaurateurs de peinture et sculpture niveau 7, qui s'associeront avec un menuisier ou un restaurateur de retable, du fait de la future protection MH ;
- une compétence en étude et restauration de peintures murales est également nécessaire afin de définir l'existence de potentiels décors anciens sous les badigeons actuels ;
- en fonction des premières constatations faites lors de la visite sur site, l'architecte mandataire indiquera s'il estime nécessaire de compléter son équipe par un bureau d'étude structure.

IV.3 Visite sur site

La visite de l'édifice est obligatoire, sur rendez-vous auprès de la mairie : Madame MIELCAREK

Mail : mairie@dammarie28.fr - Tel : 02.37.26.01.11

Le candidat fera signer le certificat de visite joint au présent RC.

A l'issue de cette visite, des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pourront être demandés par écrit via la plateforme d'acheteur. Les réponses seront apportées à l'ensemble des candidats.

V. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Chaque candidat présentera son offre dans la langue française, ou dans le cas contraire, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le dossier remis par le candidat comportera les pièces suivantes :

V.1 Présentation des candidatures

Chaque candidat présentera sa candidature dans la langue française, ou dans le cas contraire, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le dossier remis par le candidat comportera les pièces suivantes, ou un formulaire DUME complété.

- Statut juridique et capacités professionnelles

Sont notamment demandés :

- Lettre de candidature et d'identification juridique du candidat (DC1 et DC2). Ces documents seront conformes aux modèles téléchargeables sur le site www.economie.gouv.fr/daj. En cas de groupement, la lettre de candidature sera commune, et les pouvoirs habilitant le mandataire y seront joints.
- Documents et déclarations sur l'honneur prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP
- Attestation d'assurance, attestations fiscales et sociales à jour : seront demandées au futur titulaire.
- Hormis les DC1 et DC2 qui sont à transmettre pour l'offre, le candidat est informé que la transmission des attestations est obligatoire avant toute notification, mais non obligatoires au stade de l'offre.
- Liste de références et capacités techniques, datées de moins de 5 ans, en lien avec la présente opération ; ceci pour l'ensemble des compétences demandées (architecture et restauration)

- Capacité économique et financière

Sont notamment demandés :

- le chiffre d'affaires global des 3 derniers exercices clos.
- la part du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché pour les 5 derniers exercices clos.

V.2 Note de motivation et de méthodologie des études

Cette note servira à valider la candidature et l'offre du soumissionnaire. Elle devra comporter au minimum :

- Les compétences fournies pour mener à bien les études et missions décrites,
- Une déclaration indiquant les moyens humains que le candidat mettra en œuvre pour la réalisation des missions indiquées,
- Une liste de références précises, datant des 5 dernières années, et relevant du domaine de la restauration du patrimoine, de même nature et de même ampleur : pour ces références, il sera fait mention de la date d'exécution des études et des travaux, de la qualité du maître d'ouvrage (public ou privé), de la description de l'opération, du montant HT des travaux ; en cas de réalisation en groupement, il sera fait mention de la part effectivement assurée par le candidat.

- Parmi ces références, présentation plus détaillée de trois d'entre elles, commentées et illustrées, pour l'architecte mandataire et pour l'équipe de restaurateurs en charge de l'étude sur les retables.
- Une note sur les points spécifiques que le candidat a relevés et sa compréhension de l'opération ; la méthodologie, les moyens, l'organisation, la répartition des tâches que le candidat entend retenir pour la conduite des études.

V.3 Projet de marché

Le projet de marché qui sera remis par les candidats comprendra

- Une répartition des honoraires présentée sous forme d'un tableau indiquant, pour chaque élément de mission et pour chaque membre le montant total prévu par journée vendue
- Les documents de consultation complétés
 - un acte d'engagement, cadre ci-joint complété
 - les cahiers des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières, acceptés

VI. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

VI.1 Validation des candidatures

Les dossiers des candidats devront être déposés sur la plateforme www.marches-securises.fr au plus tard à la date figurant sur le page de garde du présent document.

VI.2 Première phase de sélection

Une fois les candidatures validées et jugées recevables quant aux compétences présentées, l'analyse des dossiers sera faite selon les critères d'attribution suivant :

- **Compétences et qualités du candidat : 40%**
Seront particulièrement analysées les compétences présentées ainsi que les trois références spécifiques demandées
- **Qualité de la réponse au programme : 30%**
Seront particulièrement analysés les éléments indiqués dans la note méthodologique
- **Propositions d'honoraires : 30%**
Seront particulièrement analysés la cohérence de la répartition entre les membres du groupement et entre les différentes phases de la mission, ainsi que l'offre de prix

La note de chaque candidat est calculée par addition des notes obtenues sur les critères ci-dessus :

- Les critères de compétences et qualité du candidat, ainsi que de qualité de la réponse au programme seront notés de 0 à 10 par palier de 1, puis pondérés.
- Le critère de propositions d'honoraire sera noté de 0 à 10 selon la formule suivante :

$$\frac{\text{offre la moins disante}}{\text{offre du candidat}} \times 10 \text{ points}$$

Après élimination des propositions inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses, le maître d'ouvrage décidera des candidats admis à la négociation après un premier classement. Il s'agira des trois premiers candidats issus de ce classement.

VI.3 Négociation et choix définitif du candidat

La négociation aura pour but de compléter, d'expliciter ou de préciser les points que la maîtrise d'ouvrage aura relevé dans l'analyse des offres. Il est rappelé que seuls les trois candidats arrivés en tête du classement précédent seront admis.

La négociation se fera sous forme écrite, par échanges mail ou via la plateforme. Elle portera sur les conditions d'exécution du marché, la prise en compte des observations éventuelles émises par le maître d'ouvrage et les honoraires.

Une fois l'attributaire désigné, sa proposition ne pourra être prise en considération qu'à la condition formelle que l'état annuel des certificats reçus ou que l'ensemble des attestations, certificats et déclarations prévus soient fournis dans les 7 jours à compter de la réception de la demande écrite de la personne responsable du marché.

VII. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dépôt de la candidature et de l'offre se fera obligatoirement de façon dématérialisée via la plateforme désignée. Tout autre moyen de transmission sera refusé.

Formats de fichiers acceptés

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2010 (.docx, .xlsx et .pptx), ou antérieur
- Format texte universel (.rtf)
- Format PDF (.pdf)
- Formats images (.gif, .jpg et .png)

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Outils nécessaires pour faire une réponse électronique

Pour déposer une offre électronique, le candidat doit disposer sur son poste de travail des outils suivants :

- L'environnement d'exécution Java de Sun Microsystems
- Un certificat de signature électronique.

Signature du marché

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des offres, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention «copie de sauvegarde» ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse du maître d'ouvrage.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte en cas de défaillance du système informatique ou lorsqu'un virus est détecté dans le document électronique transmis par le candidat.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

VIII. CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA CONSULTATION

- **Février 2023** : lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre.
- **Visite obligatoire du site** : sur rendez-vous auprès de la mairie
- **20/03/2023** : date limite de remise des offres
- **Avril** : négociation éventuelle, puis attribution du marché au maître d'œuvre choisi (après passage en Conseil Municipal) – demandes de subvention publiques
- **Mai** : démarrage des études.

IX. PROCEDURE DE RECOURS

Auprès du tribunal administratif d'ORLEANS.

DAMMARIE

Eglise Notre Dame

Restauration de l'église et des retables

Certificat de visite

Je soussigné,, représentant
la maîtrise d'ouvrage, certifie que

M. Mme

représentant

s'est rendu(e) sur site ce jour dans le cadre de la consultation de maîtrise d'œuvre
pour l'opération ci-dessus mentionnée.

Le

Signature